

Zeitschrift: Bulletin des lois, décrets et ordonnances du canton de Berne
Herausgeber: Chancellerie d'État du canton de Berne
Band: 2 (1863)

Rubrik: Janvier 1863

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CIRCULAIRE

21 janvier
1863.

du Conseil-exécutif aux préfets du canton de Berne, concernant les permis de construction d'éta- blissements industriels.

Les Directions de l'intérieur et des travaux publics ont appelé notre attention sur la circonstance que des demandes de permis de construction d'établissements industriels sont souvent présentées sans être accompagnées de plans explicatifs. Or ces plans sont indispensables lorsqu'il s'agit d'examiner des projets de ce genre, notamment des questions de police des eaux. Il est nécessaire aussi que ces plans soient déposés au secrétariat communal, en même temps que la demande, afin que ceux qui se croient fondés à former opposition contre le projet, soient en mesure de s'en faire une juste idée. Bien que ces plans soient prévus à l'art. 27 de la loi du 7 novembre 1849 sur l'industrie, il n'est cependant prescrit nulle part d'une manière positive dans quels cas ils doivent être présentés. En explication de la loi sur l'industrie, nous trouvons dès lors à propos d'ordonner qu'à l'avenir, toutes les fois que, pour l'exercice d'une industrie, il sera construit un nouveau bâtiment, ou apporté des changements à un bâtiment déjà existant, surtout lorsqu'il s'agira de construction de moulins ou usines sur un cours d'eau, ou de l'établissement de nouveaux canaux d'usine, la demande devra être accompagnée d'un plan et d'un nivellement des lieux, dressés en deux doubles, dont l'un sera, après le règlement de l'affaire, retourné au pétitionnaire, et l'autre déposé aux archives de l'autorité qui prononce. Les plans d'établissements

21 janvier
1863.

industriels auxquels se rattachent des questions de police des eaux, devront en particulier embrasser la projection en plan de la construction à exécuter, le canal, les écluses, le cours d'eau actuel, les limites de la propriété, les noms des aboutissants, tous les objets propres à faire apprécier le projet, et les oppositions qui pourraient intervenir, etc., enfin le nivellement qui se composera d'un profil en long et de profils en travers, en nombre suffisant pour faire connaître la station du cours d'eau et la configuration du terrain environnant. Sur ces profils seront rapportés le fond du lit et le niveau des eaux du cours actuel, ainsi que le fond des canaux projetés et le plan futur de retenue des eaux. On dessinera toujours sur les plans les échelles auxquelles les différentes pièces sont dressées, et l'on cotera (indiquera en chiffres) les principales dimensions et les hauteurs des profils, etc.

Vous êtes invité à porter la présente circulaire à la connaissance des autorités communales, et à veiller à ce que les dispositions qu'elle renferme soient dûment observées.

A cette occasion, nous devons vous rappeler qu'à teneur des articles 9 et 33 de la loi du 9 avril 1857, les établissements industriels qui exigent la construction de roues, canaux, ou d'autres travaux hydrauliques, doivent être autorisés par le Conseil-exécutif.

Ci-inclus vous trouverez un nombre suffisant d'exemplaires de la présente circulaire.

Berne, le 21 janvier 1863.

Au nom du Conseil-exécutif:

Le Président,

SCHENK.

Le Secrétaire d'Etat,

Dr. TRÆCHSEL.
